

Dans les lycées, des débats de toute urgence... sur le climat

— Le gouvernement a annoncé à la dernière minute la tenue de débats sur le climat, dans chaque lycée, le 15 mars.

— Une journée dont le mouvement Youth for Climate veut faire un temps fort de sa « grève scolaire ».

L'annonce faite lundi 11 mars par Jean-Michel Blanquer aura été accueillie plutôt froidement. Le ministre de l'éducation demande à chaque lycée d'organiser un débat consacré au climat, vendredi 15 mars, de 16 heures à 18 heures. Pile le jour, connu de longue date, de la grève scolaire mondiale organisée dans l'espoir de provoquer un sursaut en faveur de la lutte contre le réchauf-

fement climatique. « Il s'agit de manifester l'importance de ce sujet » et de « travailler à des choses concrètes que l'on peut proposer pour que les lycéens eux-mêmes s'engagent », a justifié Jean-Michel Blanquer, sur LCI.

« C'est une bonne chose que l'école se soucie enfin de cette problématique. Mais pourquoi maintenant, dans la précipitation ? », interroge Hugo Viel, l'un des coordinateurs de Youth for Climate, le mouvement à l'origine de cette grève hebdomadaire lancée en Suède et qui pour l'heure ne rencontre en France qu'un modeste écho. « Beaucoup d'élèves devront choisir entre ces débats et la participation aux marches que nous organisons », déplore-t-il.

Pour Stéphane Crochet, secrétaire général du syndicat enseignant SE-Unsa, l'initiative ministérielle tient à la fois du « contre-feu » et du « contresens ». « Je comprends qu'après les blocages lycéens de l'automne, le gouvernement veuille éviter de voir les jeunes dans la rue. Mais c'est mal les connaître que de croire que l'on peut, avec des débats institutionnels, canaliser leur mouvement spontané. »

Se pose aussi la question de la faisabilité : « On nous demande de nous appuyer sur les élus du conseil de la vie lycéenne pour mener le débat, sans leur laisser le temps de se préparer », relève Philippe Vincent, secrétaire général du SNPDEN, syndicat de personnels de direction. « Au risque

de mettre ces élèves en difficulté », prévient-il. « L'agenda d'un lycée se prépare des mois à l'avance. Les débats se tiendront là où c'est possible », estime-t-il, misant plutôt sur la démarche de long terme menée par de nombreux établissements en faveur du développement durable.

D'ailleurs, avant même l'annonce ministérielle, certains lycées avaient déjà envisagé un débat sur l'écologie. « L'idée vient de nos délégués de terminale, très engagés en faveur de cette cause et qui coanimeront la discussion », glisse Gabriel Andrei, chef d'établissement de La Salle - Passy Buzenval, à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Son établissement privé ne tiendra pas compte du calendrier voulu par le gouvernement. Denis Peiron

